

PROGRAMME ASIE

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE : UN INSTRUMENT ESSENTIEL DE SURVIE ET D'HÉGÉMONIE

PAR GABRIEL JAMET

ANALYSTE STRATÉGIQUE, DIPLÔMÉ DU MASTER EN RELATIONS INTERNATIONALES

JANVIER 2019

ASIA FOCUS #100

Dans tous les États à tendance autoritariste, les services de sécurité et de renseignement y jouent un rôle essentiel quant à la stabilité et la pérennité du régime. Ainsi en République Populaire de Chine (RPC), ils « ne sont pas simplement un organe de connaissance voire d'influence et d'action limitée, comme dans les pays démocratiques. Ils constituent un pilier essentiel du pouvoir aux côtés de l'armée et du Parti unique »¹. À ce titre, ils méritent une analyse attentionnée.

Les services de renseignement ont pour rôle le recueil, le traitement et l'analyse de données, suivant diverses méthodes. En Chine, les institutions chargées du renseignement sont : le ministère de la Sécurité d'État (MSE) ou *Guojia Anquanbu* (abrégé en *Guoanbu*), certains bureaux du ministère de la sécurité publique (MSP) ou *Gonganbu*, et enfin 3 départements de l'Armée populaire de libération (APL) : APL-2 (Renseignement humain ou HUMINT), APL-3 (*Cyberforce*) et APL-4 (Reconnaissance technique/Renseignement électronique ou ELINT) qui constituent le renseignement militaire.

Dans les années 1980, la Chine est sur le plan économique et technologique très en retard par rapport aux puissances occidentales. C'est Deng Xiaoping qui, sous l'impulsion de Zhou Enlai, entreprendra l'ouverture et la modernisation du pays, et fera de la Chine la première « économie socialiste de marché ». Loin d'être l'unique instrument de développement du pays, l'espionnage industriel orchestré par l'État, constitue cependant le « fer de lance » de cette stratégie. Encore dépendante des technologies occidentales, la Chine prévoit d'acquérir son autonomie d'ici 2025². Par conséquent, l'espionnage d'État est toujours d'actualité et d'autant plus agressif, ce que le service de contre-espionnage de la DGSI ne manque pas de faire remarquer³. D'autre part, la RPC est un pays à Parti unique, et dispose de fait du monopole politique et idéologique. Les services de sécurité et de renseignement intérieur ne sont pas pour rien dans ce monopole. Chargés de la répression, de la contre-dissidence et du contre-terrorisme, les services de sécurité permettent au Parti communiste chinois (PCC) d'asseoir son monopole. Il convient de

¹ Roger Faligot, *Les services secrets chinois De Mao à Xi Jinping*, Nouveau Monde éditions, 2015, Paris, p. 637

² C'est le « Fabriqué en Chine 2025 »

³ ESCARNOT Jean-Manuel, « L'espionnage chinois passe à l'échelle industrielle », Libération, 16 février 2015

notifier ici que, dans une certaine mesure, l'hégémonie de la 2^e puissance mondiale pose aujourd'hui de nouveaux défis au pays, non seulement quant à ses nouvelles ambitions, quant à la légitimité du régime, mais plus largement en matière de sécurité globale. C'est dans ce contexte que le dirigeant actuel Xi Jinping a restructuré les services spéciaux. Grâce à la détermination du nouveau président les services de renseignement et de sécurité vont devenir un instrument incontournable pour la revitalisation du Parti unique, et pour la RPC en tant que puissance mondiale.

L'objet de cette note est d'élucider comment l'État-Parti chinois se sert-il de ses services spéciaux pour assurer sa survie et poursuivre son hégémonie mondiale ?

Pour y répondre, nous verrons dans un premier temps le rôle fondamental que jouent les services spéciaux dans la première « économie socialiste de marché » (I). Dans un second temps, nous nous intéresserons aux récentes réformes des services, nouvellement centralisés sous l'autorité du président chinois Xi Jinping (II). Nous concluons sur l'équilibre trouvé entre survie et hégémonie à l'ère de l'actuel président, acteur majeur d'une nouvelle dynamique.

LE RÔLE FONDAMENTAL DES SERVICES SPÉCIAUX DANS LA PREMIÈRE « ÉCONOMIE SOCIALISTE DE MARCHÉ »

Assurer la modernisation de l'État-parti

Lancé au 3^e plénum du 11^e Comité central du Parti (en décembre 1978) par Deng Xiaoping, le projet des « Quatre Modernisations » initie l'ère de la modernisation de la Chine, et de son ouverture à l'économie de marché. Ce programme, qui a pour vocation de faire de la RPC une grande puissance économique, s'est fixé l'ambition de rattraper en quelques décennies un retard de développement technologique et industriel accumulé sur les puissances occidentales. Les services de renseignement civils et militaires vont ainsi se coordonner ensemble avec les secteurs commerciaux et les secteurs industriels de défense nationale⁴, et accompagner ainsi le pays dans son développement. Ils vont mettre en œuvre le programme 863 (3 mars 1986)⁵, grand plan d'acquisition de technologies de pointe.

⁴ Roger Faligot, *Les services secrets chinois De Mao à Xi Jinping*, Nouveau Monde éditions, 2015, Paris, p. 407

⁵ *Ibid*, p.456

Le principal service civil de renseignement extérieur est le Ministère de la Sécurité d'État, en chinois *Guojia Anquanbu*, ou plus simplement *Guoanbu*. Institué en 1983, les tâches du MSE sont réparties en 18 bureaux regroupés en 7 départements. Les départements 2, 3 et 4 s'occupent des opérations, les départements restants sont consacrés à la gestion⁶. Le *Guoanbu*, au même titre que le MSP est placé – jusqu'en 2014 – sous une même autorité, celle du premier ministre. Les services de renseignement militaires, soit les 2^e, 3^e et 4^e départements de l'APL, sont en revanche placés sous l'autorité du président de la Commission militaire centrale (CMC).

Les activités du 2^e et du 3^e bureau du *Guoanbu* sont à mettre en évidence. Le B2 se charge de la collecte de renseignement et de l'envoi d'agent sous couverture à l'étranger. Le B3 s'occupe lui des « renseignements économiques et technologiques collectés en pays étrangers (R&D). Le 3^e bureau traite les informations scientifiques et techniques saisies (sources ouvertes ou dérobées) sur la toile, les fait suivre à la COSTIND (*Commission for science, Technology and Industry for National Defence*) chargée de les transmettre aux entreprises concernées⁷ ». Il convient aussi de mentionner le CICIR (*China Institute of Contemporary International Relations*), principal *think tank* chinois. Chaperonné par le 11^e bureau du *Guoanbu*, cet institut de recherche est selon un expert des affaires chinoises « la section d'analyse du Ministère de la Sécurité d'État⁸ ».

Si l'effectif des officiers traitant du MSE est relativement restreint (limité à plusieurs milliers), celui contribuant à la collecte du renseignement est en revanche très important. En 1996, lors d'une conférence réunissant les cadres du parti, le vice-premier ministre évoquait « les camarades en missions spéciales et les dizaines de milliers de héros anonymes qui servent loyalement leur mère patrie en occupant leur poste à l'étranger ». Le « Rapport Cox », publié le 25 mai 1999, a fait état de l'ampleur de l'espionnage industriel et technologique auquel s'était livrée la Chine dans les années 80-90, des diverses méthodes employées, et des difficultés du contre-espionnage. C'est Huawei, le géant chinois de la téléphonie mobile, qui cristallise actuellement les inquiétudes occidentales. Créé il y a 20 ans par un ex-réserviste de l'APL, le groupe Huawei est

⁶ DAMON François-Yves, *Les services de renseignement de la République Populaire de Chine. Deuxième partie : le Ministère de la Sécurité d'État (Guojia Anquanbu)*, CF2R, Bulletin de documentation n°11, décembre 2014

⁷ *Ibid*, p. 3

⁸ FALIGOT Roger, *Les services secrets chinois, De Mao à Xi Jinping*, Nouveau Monde éditions, 2015, Paris, p. 354

aujourd'hui pressenti pour équiper le futur réseau mondial 5G. Fort d'un très vaste réseau de R&D (pas moins de 5 instituts de recherche rien qu'en France) le système « profite en sens inverse à l'appareil d'État, à l'armée (...) et bien sûr au Parti communiste⁹ ». Que l'entreprise chinoise serve de cheval de Troie à la République Populaire de Chine, c'est précisément ce qui inquiète les Occidentaux. Et les craintes sont fondées : l'article 7 de la *Loi sur le renseignement national*, promulguée en juin 2017, oblige « toute organisation à collaborer aux missions de renseignement national »¹⁰. La collaboration entre institutions de renseignement et institutions du secteur « privé » a franchi un cap significatif passant désormais du rang d'échange tacite au rang de devoir pour la « sécurité nationale ».

⁹ *Ibid*, p. 472

¹⁰ CHOPIN Damien, « Le chinois Huawei est en pôle position au niveau mondial pour équiper le futur réseau mobile 5G – et ça inquiète la France et le États-Unis », Business Insider France, 23 novembre 2018

Les différents bureaux et départements du MSE

**D1 :
GESTION**

B1 : *Cryptographie des communications* (étrangers en Chine suspectés d'espionnage)

B18 : *Contre-terrorisme* (autonomistes tibétains, activistes ouïghours)

D2 : RENS.

B2 : *Renseignement international* (collecte, opérations & recrutement à l'étranger)

B3 : *Traitement des renseignements économiques et technologiques collectés*

B4 : *Renseignement sur Hong Kong, Macao, Taïwan*

**D3 :
SOUTIEN
AU RENS.**

B5 : *Analyse et transmission du rens. aux hiérarchies concernées*

B6 : *Orientation de la recherche de rens. en Chine continentale*

**D4 :
OPÉRA-
TIONS**

B7 : *Contre-espionnage offensif* (recueil du rens, incitation à la défection)

B8 : *Contre-espionnage défensif* (identification, surveillance des agents clandestins)

B9 : *Sécurité intérieure & surveillance du territoire*

B10 : *Sécurité extérieure & anti-défection*

B11 : *Archives* (chaperonne le CICIR)

**D5 :
LOGISTIQUE
DU RENS.**

B12 : *Surveillance de l'opinion publique*

B13 : *Technologie* (développement des équipements)

B14 : *Contrôle technologique* (inspection, surveillance des télécommunications)

**D6 :
LOGISTIQUE
GÉNÉRALE**

B15 : *Analyse, évaluation et diffusion des renseignements*

B16 : *Imagerie photo & vidéo* (tous pays)

**D7 :
GESTION
DES BIENS
DU MSE**

B17 : *Gestion des biens* (propriétés, entreprises, sociétés, œuvres du MSE)

Assurer le monopole politique du Parti-État

En RPC, le Parti communiste dispose du monopole politique et idéologique, et c'est par le biais du renseignement intérieur qu'il contre ses opposants et conserve son monopole. Plusieurs bureaux dont le MSE et le ministère de la sécurité publique (MSP, *Gonganbu*) sont en charge, témoignent des méthodes employées par la RPC contre ses ennemis intérieurs. Ces derniers sont souvent désignés comme les « Cinq Poisons » du Parti communiste, et concernent tous ses opposants, plus ou moins virulents. La coalition anti-islamiste, instaurée dans le cadre de la *Shanghai Cooperation Organisation*¹¹ vient amplifier la lutte contre les oppositions au régime chinois, une lutte étendue aux pays frontaliers et membres du « Club de Shanghai ».

Le *Gonganbu* est l'institution en charge de la sécurité intérieure, de la police, et chapeaute les *laogai* (équivalent chinois des goulags). Le MSP dispose d'un large maillage territorial, puisqu'il existe un bureau local du *Gonganbu* pour chaque province de Chine. Le ministre de la sécurité publique est également commissaire politique de la police armée du peuple (PAP). Cette entité militaire joue un rôle dans la protection du régime. Elle a entre autres pour « mission de maîtriser les contestations de masse, d'empêcher les débordements et de protéger les sites gouvernementaux¹² ». 5 bureaux du MSE (*Guoanbu*) sont chargés du renseignement intérieur. Le 9^e bureau assure la sécurité intérieure et la surveillance du territoire. Le 14^e bureau surveille les télécommunications. Le 12^e bureau se charge de la surveillance de l'opinion publique : il s'agit notamment du contrôle et de la répression des intellectuels chinois militants pour les droits civiques¹³. Le 4^e bureau collecte des renseignements sur Hong Kong, Macao et Taïwan, trois « poisons » pour le PCC. Enfin, le contre-terrorisme est assuré par le 18^e bureau, dirigé contre les autonomistes tibétains et les activistes ouïghours (minorité musulmane)¹⁴. Ces derniers opèrent dans la province du Xinjiang, carrefour stratégique du projet *One Belt One Road* (OBOR). À ce titre, cette province est devenue le champ d'expérimentation des nouvelles technologies acquises par les services de police. L'entreprise cantonaise *CloudWalk Technology*, leur a

¹¹ FALIGOT Roger, *Les services secrets chinois, De Mao à Xi Jinping*, Nouveau Monde éditions, 2015, Paris, p. 434

¹² PUIG Emmanuel, *L'influence politique du Ministère de la sécurité publique en Chine : acteurs et dynamiques contemporaines*, Observatoire stratégique de la Chine 2011-2012, note avril 2012 p.3

¹³ DAMON François-Yves, *Les services chinois à l'avant-poste des ambitions de Pékin*, Les Grands dossiers de la diplomatie n°38, avril-mai 2017, p. 62

¹⁴ DAMON François-Yves, *Les services de renseignement de la République Populaire de Chine. Deuxième partie : le Ministère de la Sécurité d'État (Guojia Anquanbu)*, CF2R, Bulletin de documentation n°11, décembre 2014

effectivement vendu des algorithmes de reconnaissance faciale¹⁵. Il est à redouter que ces méthodes de surveillance ultra modernes – traitement du *big data* par intelligence artificielle – expérimentées dans le Xinjiang soient ce qui attend tout le reste de la Chine.

Sur les quelque 37 bureaux du *Gonganbu*, seulement trois font du renseignement. Le bureau chargé du contre-terrorisme, qui cible également la minorité séparatiste musulmane du Xinjiang. Ensuite le bureau de supervision du réseau internet. Désigné sous le nom de « grande muraille pare-feu », ce bureau est chargé de filtrer et de censurer les données pouvant nuire à l'ordre social. De plus, pour tous ceux utilisant un VPN, outil informatique qui permet de contourner la censure, Pékin en a dès 2016 interdit l'utilisation. Selon les autorités chinoises, ces derniers permettraient de conduire « illégalement des activités de communications transfrontalières »¹⁶. Enfin : le bureau 610, qui est chargé de réprimer le mouvement religieux *Falun Gong*, initialement encadré et encouragé par le PCC. Appelé « Gestapo chinoise » par les adeptes du mouvement, ce bureau réunit à sa création, en 1999, un million d'agents sur tout le territoire chinois – sans compter les agents qui agissent à l'étranger, notamment aux États-Unis, grand foyer du *Falun Gong*. Il est épaulé par les autres bureaux du *Gonganbu* dont le 5^e bureau, qui coordonne les *laogai*¹⁷. Le bureau 610 se charge, à tous les niveaux de l'État, des campagnes de propagande et de répression contre le mouvement religieux. Au moment de sa création, l'inquiétude du président Jiang Zemin est réelle. Il déclara que « tous les organes centraux du PCC, tous les ministères, toutes les provinces, toutes les villes doivent coopérer étroitement avec ce groupe ». Ses dérives ont grandement alerté les Occidentaux lorsqu'il a été rendu public en 2006 le fait que les membres de *Falun Gong* étaient systématiquement tués pour leurs organes¹⁸.

¹⁵ BÜRGE Clément & CHIN Josh, « Comment le Xinjiang est devenu le laboratoire high-tech du contrôle social », *Courrier International*, 18 janvier 2018

¹⁶ « La Chine renforce sa "grande muraille électronique" pour entraver l'accès à l'internet mondial », *BFM Business*, publié le 31 janvier 2018

¹⁷ FALIGOT Roger, *Les services secrets chinois, De Mao à Xi Jinping*, Nouveau Monde éditions, 2015, Paris, pp. 496-498

¹⁸ « Falun Gong practitioners systematically murdered in China for their organs », *NTD*, 24 janvier 2017

LA CENTRALISATION DES SERVICES SPÉCIAUX SOUS L'AUTORITÉ DU PRÉSIDENT XI JINPING

Contexte et nouveaux enjeux

Les réformes engagées par Xi Jinping sont une réponse structurelle aux nouveaux enjeux, aux nouvelles ambitions et aux nouvelles contraintes auxquels la Chine doit s'adapter.

La RPC doit aujourd'hui faire face à un ralentissement conséquent de sa croissance. Depuis 2010 celle-ci est passée sous la barre des 10% du PIB. En conséquence, il est à noter que le budget annuel alloué à la sécurité extérieure est depuis plus faible que celui destiné à la sécurité intérieure. Dans le même temps, la Chine multiplie les signaux qui témoignent de ses ambitions de superpuissance économique et militaire, dont la présence internationale s'accroît. Cette nouvelle donne impose donc au pouvoir chinois d'économiser les moyens tout en gagnant en efficacité. Xi Jinping prévoit, dans le cadre de la réforme de l'APL, de réduire de 300 000 l'effectif militaire de ce qui est la plus grande armée du monde d'ici 2021¹⁹.

D'autre part, la République Populaire de Chine a lancé un programme d'extension hégémonique sans précédent. Le grand projet du président chinois consiste à établir les « nouvelles routes de la soie », projet pharaonique de coopération qui englobera 68 pays et devrait représenter 62% du PIB mondial. Les exigences de « sécurité nationale » consistent donc en partie à en sécuriser les voies maritimes et terrestres. Il s'agit d'une part d'affirmer sa souveraineté contestée par les différents acteurs (soutenus par les États-Unis) sur les différentes îles en mer de Chine. D'autre part, une des grandes préoccupations du régime concerne la région du Xinjiang, en proie aux actions terroristes et aux revendications séparatistes, alors même que cette région au nord-ouest du pays est une des voies de passage stratégique du projet OBOR.

Le programme 863, ou encore le « Fabriqué en Chine 2025 » précédemment mentionnés, tant de plans stratégiques pour la RPC qui s'est fixée l'objectif de devenir la 1^{re} puissance mondiale pour le centenaire de sa naissance, en 2049. Pour répondre à ces enjeux, l'actuel président va programmer une profonde réorganisation d'un système déjà existant. Il résulte de ces réformes et de la centralisation des services sous la seule autorité de l'actuel

¹⁹ GENEVAZ Juliette, *La réforme de l'Armée populaire de Libération, au cœur de la rénovation de l'État chinois*, Note de recherche stratégique n°29, 16 août 2016, p. 3

président, une réappropriation des pouvoirs pour la réalisation et l'exportation du « rêve chinois ». Dans cette dynamique insufflée par Xi Jinping, les services spéciaux sont au premier rang de l'assimilation qui s'opère entre sûreté de l'État et stabilité du régime.

Une revitalisation de la RPC par ses services spéciaux

Prévue depuis 1997, la Commission centrale de sécurité nationale (CCSN) a vu le jour en novembre 2013 grâce à la détermination de Xi Jinping, commission qu'il présidera en 2014. La CCSN constitue dès lors la 5^e grande institution permanente de la RPC, avec le Comité central, le Conseil d'État, le Congrès national populaire et la Commission consultative politique du peuple²⁰. Par l'emploi du terme univoque de « sécurité nationale », le président chinois réussit habilement à unifier les menaces, anciennes et nouvelles, qui fragilisent l'État-Parti. Quelles sont ces menaces ?

En premier lieu, ce qui apparaît comme la nouvelle menace du PCC : la corruption endémique de ses cadres dirigeants. Pour Xi Jinping, c'est la corruption des cadres du Parti communiste qui en a compromis la légitimité, et conduit le pays au bord de l'éclatement politique. Depuis son arrivée au pouvoir, il mène une campagne anti-corruption sans précédent. Ainsi, fait logiquement partie de la CCSN : la commission des Affaires judiciaires de la commission centrale d'inspection et de discipline, commission chargée des enquêtes relatives à la corruption. La répression n'épargne pas non plus les dirigeants militaires puisqu'il a été mis en place une Commission de discipline exclusivement réservée à la lutte anti-corruption au sein de l'APL, mise sous l'autorité directe de la Commission militaire centrale (CMC)²¹.

En second lieu, et tous azimuts, les menaces déjà mentionnées auxquelles est confronté l'État-Parti : la dissidence politico-religieuse, le problème de la souveraineté chinoise contestée sur certaines îles en mer de Chine, et sur la province du Xinjiang. Les institutions concernées sont ainsi : 3 départements de l'armée populaire de libération (APL-2, APL-3, bureau de liaison), MSE, MSP, Police armée du Peuple²². En matière de sécurité, les services de l'APL se chargent du « parapluie d'information²³ », ce qui semble concerner la

²⁰ DAMON François-Yves, Les services de renseignement de la République Populaire de Chine. Première partie : la Commission centrale de Sécurité nationale, CF2R, Bulletin de documentation n°10, novembre 2014, p.4

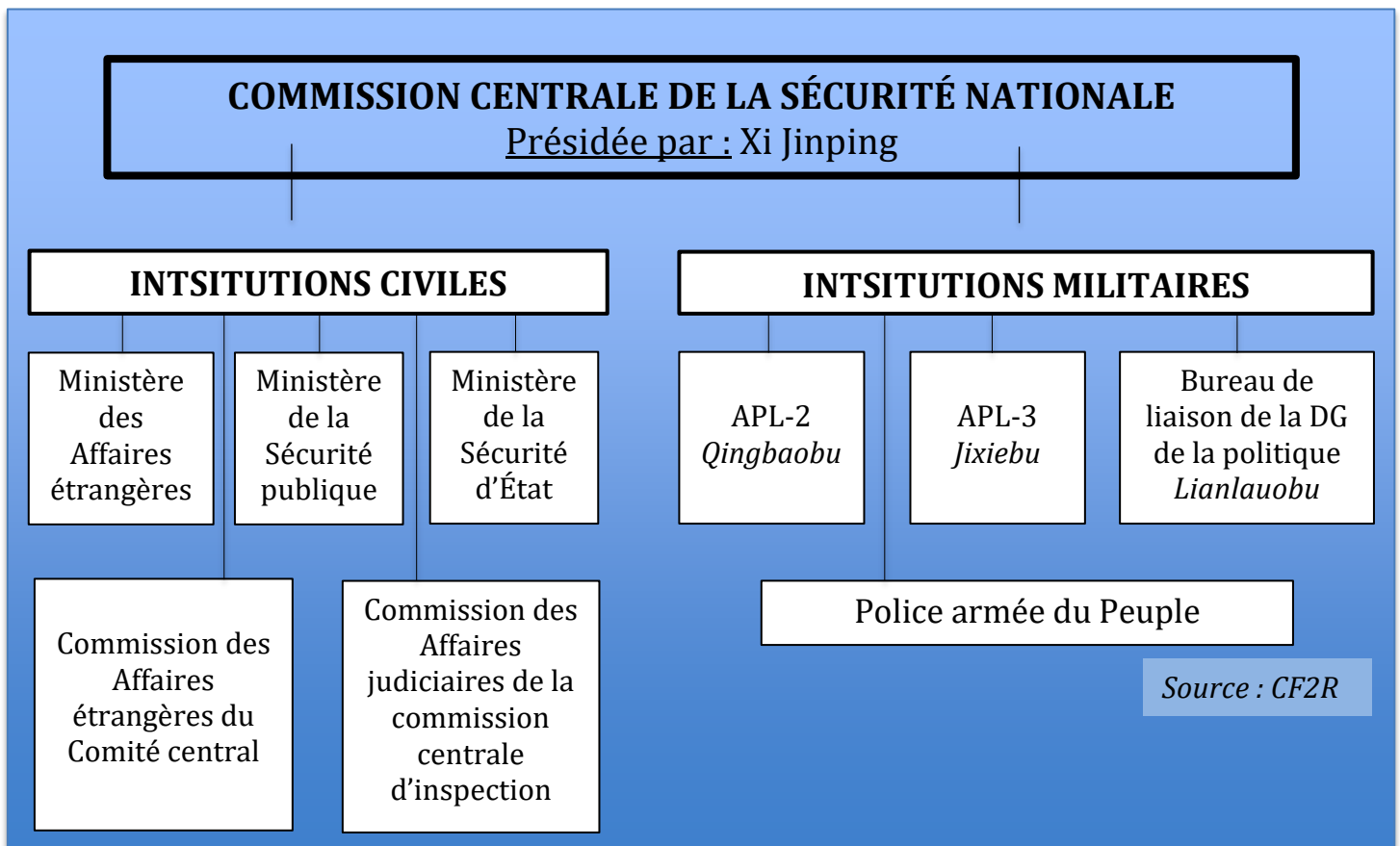
²¹ *Ibid*, p.6

²² *Ibid*, pp.2-3

²³ COSTELLO John, MCREYNOLDS Joe, *China's Strategic Support Force : a Force for a New Era*, China Strategic Perspectives n°13, octobre 2018, p. 36

sécurisation de l'espace numérique. Enfin, la place dans la CCSN du Ministère des Affaires étrangères et de la commission des Affaires étrangères semble justifiée. Si elles n'ont pas vocation à faire du renseignement, ces institutions participent de la même stratégie d'influence voulue et insufflée par Xi Jinping.

Ce qui ressort de cette commission de « sécurité nationale », c'est le sentiment que le président chinois cherche à revitaliser un système en perte de vitesse, par ses services de sécurité et de renseignement. Désormais placés sous son autorité, ces derniers lui permettent d'établir une stratégie d'influence efficace et coordonnée pour asseoir l'autorité du Parti et assurer la conservation de l'intégrité de l'État : deux choses qui en Chine sont assimilables. Le durcissement législatif en matière de contre-espionnage, de contre-terrorisme ainsi que la *Loi* sur le renseignement national, qui s'accélère depuis l'arrivée au pouvoir de XI Jinping, ne viennent que confirmer cette impression générale.



La réorganisation des services de renseignement de l'APL

Dans le cadre de la refonte de l'Armée populaire de libération, a été instituée le 1^{er} décembre 2016 la Force de soutien stratégique (FSS). Cette réforme restructure des effectifs déjà existants, en décloisonnant des départements mal coordonnés entre eux, et en les centralisant sous une seule et même direction stratégique, celle de la CMC. Il est à noter que depuis 2014 le nouveau système de direction à trois têtes de la CMC consiste à donner toute la responsabilité de la prise de décision à Xi Jinping²⁴. La FSS a deux missions : l'appui d'information aux cinq commandements de l'APL et la guerre d'information²⁵. Composé d'une *Spaceforce* (Département des systèmes spatiaux) et d'une *Cyberforce* (Département des systèmes réseau), la FSS intègre désormais à ces opérations les "Trois guerres", « modèle de combat chinois unique, qui préconise l'utilisation coordonnée d'opérations psychologiques, de guerre d'opinion et de guerre légale, pour obtenir un avantage sur un adversaire »²⁶.

Les trois services de renseignement précédemment cités ont ainsi été restructurés. L'APL-2, composé de 2000 personnes et chargé du renseignement humain, semble avoir été reconduit en Bureau de renseignement du *Joint Staff Department* de la CMC, chargé du relai et du soutien opérationnel entre la CMC et la FSS. Son rôle réel dans les opérations reste cependant opaque²⁷. L'APL-3 quant à lui a été intégralement reconstitué en Département des Systèmes réseau. Fort de 130 000 personnes réparties en 12 bureaux (effectif qui devrait s'accroître dans le futur), la *Cyberforce* conduit les opérations de cyber-espionnage, les opérations psychologiques et chapeaute également le renseignement électronique (ELINT) chargé des cyber-attaques et de la guerre électronique. Ce dernier est principalement composé des effectifs de l'APL-4.

Cette refonte des services de renseignement au sein de l'APL permet à cette dernière un meilleur soutien, plus efficace, intégrant de multiples disciplines adaptées à la « guerre moderne »²⁸ dans laquelle la Chine cherche à prendre le leadership. Les services sont également mieux centralisés, avec, au sommet de la pyramide décisionnelle, le président

²⁴ GENEVAZ Juliette, *La réforme de l'Armée populaire de Libération, au cœur de la rénovation de l'État chinois*, Note de recherche stratégique n°29, 16 août 2016, p.6

²⁵ COSTELLO John, MCREYNOLDS Joe, *China's Strategic Support Force : a Force for a New Era*, China Strategic Perspectives n°13, octobre 2018, p. 35

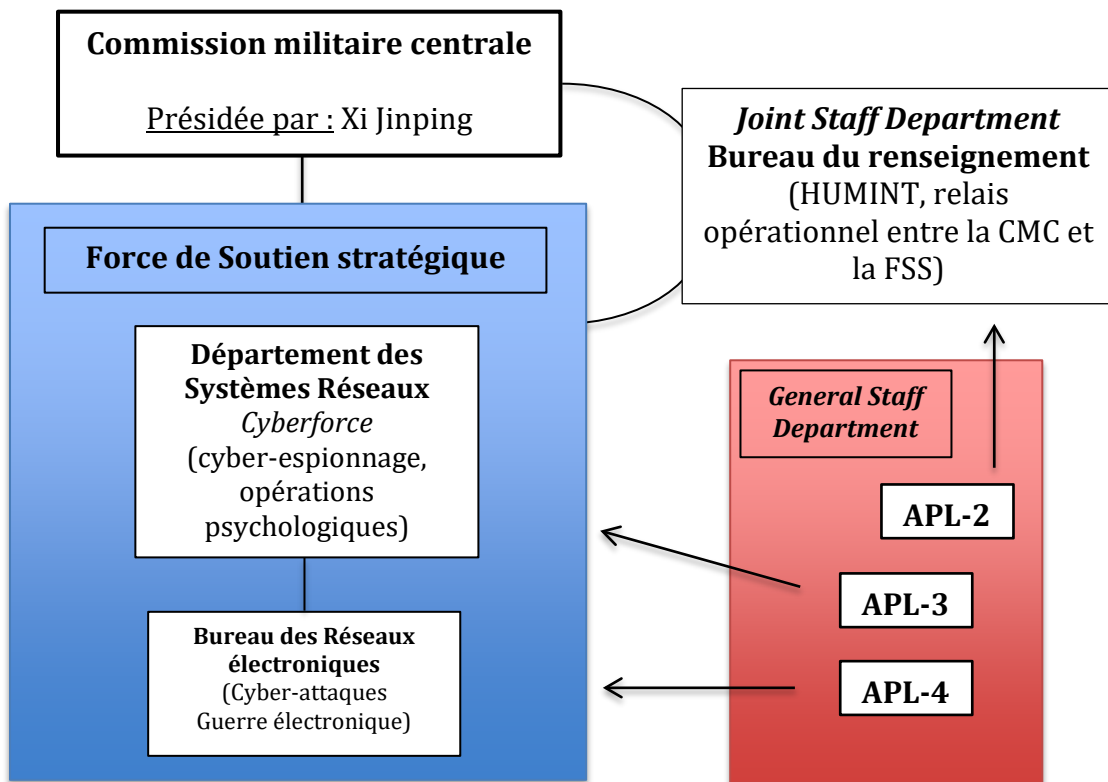
²⁶ *Ibid*, p. 28

²⁷ *Ibid*, p. 20

²⁸ DAMON François-Yves, *Les services chinois à l'avant-poste des ambitions de Pékin*, Les Grands dossiers de la diplomatie n°38, avril-mai 2017, p. 60

Xi Jinping. D'autre part, alors que l'APL-3 et l'APL-4 menaient leurs opérations séparément, la FSS permet une coordination du « double usage » du cyberspace. En effet, les opérations d'espionnage privilégient le maintien à l'accès aux systèmes et aux communications de l'adversaire pour les gains de renseignement qu'elles peuvent procurer, alors que les cyber-attaques peuvent impliquer de sacrifier ces méthodes d'accès afin de saper les systèmes de l'adversaire et limiter ses opérations, même s'il en résulte une perte d'une source principale d'information.

La restructuration de services de renseignement militaires par la création de la FSS



Source : d'après COSTELLO John, MCREYNOLDS Joe, *China's Strategic Support Force : a Force for a New Era*, China Strategic Perspectives n°13, octobre 2018

L'ÈRE XI JINPING : QUEL ÉQUILIBRE TROUVER ENTRE SURVIE ET HÉGÉMONIE ?

Commentant la création de la CCSN, Roger Faligot décrit justement le dilemme auquel se trouve confronté le pouvoir en République Populaire de Chine. En effet, on peut se demander si « l'hypertrophie des structures du pôle politico-sécuritaire aide-t-elle la Chine à accompagner son statut de superpuissance économique et militaire ou permet-elle d'abord de combattre l'ennemi intérieur représenté par les dissidents et les opposants au régime, les minorités nationales et les peuples asservis aux exigences de la Chine ? » À cette question il faut répondre que la tâche à laquelle s'attèle l'actuel président chinois est bien celle de concilier les deux.

Xi Jinping, dont les ambitions impérialistes sont à peine voilées, fait de la chute de l'empire soviétique une obsession²⁹. Pour cette raison, ses réformes vont dans le sens d'une consolidation idéologique du Parti communiste, qui s'accompagne d'une stratégie de contre-influence des idéologies occidentales démocrates et libérales. C'est en tout cas ce que nous apprend le « Document n°9 » (neuvième rapport publié par le Comité central depuis le début de l'année 2013) qui constitue le programme de Xi Jinping, et qui mentionne une lutte intense contre les « 7 fausses tendances idéologiques » que sont : la démocratie constitutionnelle occidentale, les valeurs universelles, la société civile, le néolibéralisme, le journalisme à l'occidentale, le nihilisme historique, et la critique du socialisme chinois³⁰. L'ère Xi Jinping est marquée par la lutte contre la corruption, une corruption endémique qui menace les fondements du régime, au point d'en faire une priorité pour la « sécurité nationale ». L'arrestation impromptue de Meng Hongwei témoigne de cette priorité. Ce haut dignitaire de l'État, qui, tour à tour a occupé les postes stratégiques de vice président du MSP, de directeur du « comité de sécurité » de la *Shanghai Cooperation Organisation*, puis de patron d'INTERPOL. Alors qu'il siégeait à des postes clés pour le régime en matière de lutte anti-terroriste, et alors même que son arrivée en 2016 à la direction d'INTERPOL fit polémique, il a été contraint à la démission par le pouvoir chinois dans le cadre de cette lutte anti-corruption.

Depuis 2014 les observateurs mentionnent une restructuration probable du Ministère de la Sécurité d'État. En effet, il se pourrait qu'une scission s'opère entre ses fonctions de

²⁹ BOUGON François, *Dans la tête de Xi Jinping*, Actes Sud, 2017, Paris, p.

³⁰ *Ibid*, p. 158

renseignement extérieur (espionnage industriel, etc.), et ses fonctions de contre-espionnage intérieur, dont le ministère de la sécurité publique s'occupe également. Reste encore incertain le moment de cette restructuration³¹.

Au prix de nombreuses lois – la Loi sur le contre-espionnage (2014), la Loi sur la sécurité nationale (2015), la Loi antiterroriste (2015), la Loi sur les organisations non gouvernementales étrangères (2016) et la Loi sur la cyber-sécurité (2016) – et de significatives réformes – la CCSN, la FSS – un équilibre semble avoir été trouvé. Grâce au concept de « sécurité nationale », ou sécurité globale, se trouvent ainsi assimilées l'hégémonie de la superpuissance économique et la survie du monopole politique du Parti unique. Par un système hyper-centralisé autour de la personne de son Président, le pouvoir communiste chinois est en train de se doter des moyens de ses ambitions. Ce tour de force, voué pour le moment à la réussite, semble néanmoins dépendant de la seule détermination de Xi Jinping, et l'on peut légitimement se demander si le « rêve chinois » lui survivra. ■

³¹ *La loi sur le renseignement national et l'avenir des rivalités avec le pays sur le plan du renseignement*, Regards sur le monde : avis d'expert, Canada, mai 2018, p. 103

ASIA FOCUS #100

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE : UN INSTRUMENT ESSENTIEL DE SURVIE ET D'HÉGÉMONIE

PAR **GABRIEL JAMET**/ ANALYSTE STRATÉGIQUE, DIPLOMÉ DU MASTER EN RELATIONS INTERNATIONALES

JANVIER 2019

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.
courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille
courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org